

Cette politique se conjugue avec des périodes de confinement pour l'ensemble de la population lorsque la tension dans les hôpitaux devient trop forte et c'est ainsi depuis plus d'un an puisque rien n'a été fait pour renforcer l'hôpital public. Au contraire, Macron a continué à supprimer des lits et des postes et n'a toujours pas répondu aux exigences des soignants pour leur salaire (300 euros d'augmentation), les créations de poste et de lit. C'est pourquoi, nous les retraités, les principales victimes du covid, nous soutenons les revendications salariales des soignants et personnels médico-social, et nous exigeons des créations massives d'emploi à l'hôpital public (100000 postes supplémentaires), dans les EHPAD (200000 créations d'emplois) et dans le secteur de l'aide à domicile (100000 emplois).

### **Fonds publics au secteur public**

Les finances publiques doivent servir à cette politique et non pas aux laboratoires pharmaceutiques dont les profits ne cessent de grossir, financés par la Sécurité Sociale. Ce sont les fonds publics qui ont très largement permis de développer une recherche rapide pour le vaccin dans les pays capitalistes, aussi nous militons pour que les brevets soient un bien commun et que les vaccins soient gratuits pour tous sur toute la planète. Nous faisons de la nationalisation démocratique de SANOFI en particulier, une réponse aux besoins de développement de la recherche publique en lien avec une politique de santé publique, et en prévention à de nouveaux virus et pandémie.

Les patrons, le MEDEF si prompts à dénoncer la dette publique, à exiger l'austérité pour les services publics et les besoins sociaux, demandent et redemandent des financements publics qu'ils obtiennent par dizaines de milliards d'euros. Ainsi, l'Etat seul a tenu à bout de bras des secteurs entiers de l'économie, à socialiser les salaires de millions de salariés. On n'a pas vu les actionnaires mettre la main à la poche, renoncer à leur dividende pour financer l'économie ; au contraire, ils ont poursuivi la spéculation en bourse qui se porte mieux qu'avant la crise sanitaire et exigé des suppressions massives d'emploi pour maintenir la rentabilité de leurs capitaux.

Depuis plus d'un an maintenant, nous avons pu constater que l'Etat et les services publics sont indispensables pendant la crise en dépit de leur dégradation profonde due aux politiques menées ces dernières années ; il faut qu'ils le soient aussi pour en sortir, ce qui exige de renforcer leurs moyens d'action, de réserver les finances publiques pour le secteur public.

Développer le secteur et les services publics, c'est une orientation essentielle pour répondre aux besoins du pays, au progrès social, et c'est aussi mener le combat anticapitaliste si nécessaire pour des jours heureux.

**S'il faut payer la facture, nous connaissons ceux qui doivent payer, les grosses fortunes, les actionnaires, les multinationales, et pas question que ce soient les retraités et les salariés !**

### **Se rassembler, retraités et travailleurs**

Nous devons imposer un rapport de force sans lequel il n'y a pas de changement possible pour les retraités et les travailleurs.

Nous n'avons rien à attendre du gouvernement actuel, des capitalistes pour répondre aux besoins et attentes des classes populaires ; ils défendent les intérêts de classe des actionnaires, des propriétaires des grands moyens de production, en particulier par la baisse des impôts sur les grandes fortunes et sur le capital, par la casse du code du travail pour étendre l'exploitation des travailleurs. Ils s'attaquent aussi au système de retraite, à la sécurité sociale qu'ils considèrent comme des obstacles au développement de la marchandisation de la protection sociale et à l'accroissement de leurs profits. Aussi, laissez penser que les représentants des travailleurs et des retraités pourraient les convaincre de changer d'orientation politique, en s'inscrivant dans une logique de propositions contre d'autres propositions, ou de plan contre plan, ne permet pas de mobiliser les forces populaires pour changer de rapport de force.

Nous appelons les retraités et les travailleurs à se rassembler dans la lutte pour leurs revendications, pour les objectifs politiques que nous précisons dans ce texte

(suite page 8)